

Disons non !

Mardi 22 septembre, c'est journée de grève et de manifestations unitaires pour dire non au projet de loi à l'appel de SUD, CGT, FO, CFTC, CFDT. Le service public est l'affaire de tous. Le comité national contre la privatisation organise une consultation nationale de la population, samedi 3 octobre. Cela renforce la lutte des postier-es.

Un vrai projet de privatisation...

Le gouvernement a déposé un projet de loi transformant La Poste en Société Anonyme. Le débat au Parlement doit avoir lieu à partir d'octobre. Le gouvernement et La Poste affirment que l'entreprise restera 100% publique.

C'est faux ! Le projet de loi prévoit que des sociétés contrôlées seulement à 50% par l'Etat pourront rentrer dans le capital. Les intérêts privés, qui n'ont rien à voir avec l'intérêt général, influenceront sur la stratégie de La Poste. Comme pour France Télécom ou GDF-Suez, ce ne serait qu'une étape vers la privatisation totale.

Direction de La Poste et gouvernement prétendent qu'il est nécessaire de transformer La Poste en Société Anonyme pour qu'elle ait droit à l'aide de l'Etat... L'Etat a donné 100 milliards à des groupes bancaires privés et il ne pourrait pas donner trois milliards à un Etablissement Public comme La Poste ! C'est absurde!

... qui accélère les réorganisations

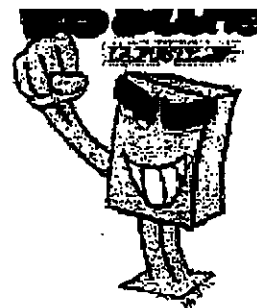
La direction se préoccupe uniquement de l'amélioration et de la préservation des bénéfices, et ne se soucie ni du maintien de l'emploi, ni des conditions de travail, ni de l'aménagement du territoire et du service rendu aux usagers.

7 500 emplois ont été supprimés sur les 6 premiers mois de 2009 soit autant que sur toute l'année 2008 ! En pleine période de chômage ! Et nos dirigeants laissent entendre que cela va continuer !

Sur les 6 premiers mois, 485 bureaux ont fermé et ont été remplacés par des agences postales communales ou des relais poste chez un commerçant (alors que le rythme de fermeture était de 343 par semestre depuis juin 2006). Là encore, cela s'accélère ...

Grève massive et unitaire, mardi 22 septembre

En 2008, le 23 septembre, la grève contre le projet de privatisation avait été une des grèves les plus fortes de ces dernières années. La grève et les manifestations du 22 septembre 2009 doivent être au moins aussi élevées. Depuis le début de la crise, la direction multiplie mesures d'économies,



SUD
SUD
54
CPC

ACOs : menaces de licenciements collectifs et sur la retraite complémentaire.

La direction se sent obligée d'annoncer qu'il n'y aura pas de licenciements collectifs d'ici 2012.

Et après ? Dans les services, ils agitent déjà la menace de plans sociaux si nous n'acceptons pas la dégradation des conditions de travail.

Avec la Société Anonyme, les ACOs pourraient quitter l'IRCANTEC vers l'ARRCO et l'AGIRC. Conséquences : une hausse de 16% des cotisations et une baisse de 26% des pensions de retraites complémentaires. Une Société Anonyme est là pour faire de l'argent...

Fonctionnaires : pas de menaces pour le statut ?

La direction affirme, que, pas plus que les salarié-es, les fonctionnaires n'auraient de crainte à avoir.

Il y a deux ans, la direction s'est endettée de deux milliards d'euros pour se débarrasser du « surcoût des pensions de retraites des fonctionnaires.

Et c'est l'endettement de La Poste qui justifie en partie sa transformation en SA ! On nage en plein délire.

Mais surtout un établissement public spécial, présidé par Jean-Paul Bailly, a été créé pour gérer les retraites des postier-es. S'il y a un déficit, le gouvernement ne sera-t-il pas tenté de rogner sur les pensions des fonctionnaires de La Poste ?



Fédération syndicale des activités postales et de télécommunications

réorganisations sur le dos du personnel, virage des rémunérations pendant que quelques dirigeants s'octroient des BMW de fonction tout en ayant copieusement augmenté leurs rémunérations ces dernières années....

Le 22 septembre, les postier-es doivent manifester très massivement leur opposition à la privatisation, aux politiques d'austérité et de suppressions d'emplois en faisant grève et en étant nombreux dans la rue. Disons STOP au gouvernement et à la direction de La Poste et donnons-nous toutes les chances de gagner.

Samedi 3 octobre Vote citoyen Contre la privatisation de La Poste

- **Le retrait du projet de loi**
- **L'arrêt des fermetures de bureaux de poste**
- **L'arrêt des réorganisations et des suppressions d'emplois**
- **Un véritable service public répondant aux besoins de la population**

Grève massive le 22 septembre, votation citoyenne le 3 octobre Et après ?

La grève des postier-es mardi 22 septembre et la participation de la population à la consultation nationale le 3 octobre doivent être des succès.

Ces mobilisations doivent avoir des suites. L'objectif est de tout faire pour gagner. Avec l'ouverture du débat parlementaire au

cours du mois d'octobre, il faudra prendre d'autres initiatives d'action des postiers et de la population. SUD proposera de préparer la grève illimitée et de nouvelles initiatives de manifestation de la population.

C'est la seule solution pour gagner et faire reculer le gouvernement.

Consultation nationale samedi 3 octobre

Plus de 60 organisations syndicales, politiques et associatives, de nombreuses municipalités, opposées à la privatisation, organisées en collectifs locaux (site national : www.appelpourlaposte.fr) appellent la population à se prononcer sur le projet de loi de changement de statut de La Poste, le samedi 3 octobre.

La Poste est un bien public. C'est à la population et aux postier-es de décider de son avenir.

La consultation nationale doit être l'occasion de réaffirmer l'attachement des citoyens à leurs services publics et au service public postal, en particulier.

Il est important que les postier-es participent aux collectifs locaux et participent au vote, le 3 octobre.

La crise économique qui fragilise les plus faibles rend d'autant plus indispensable l'amélioration des services publics.